

Initiatives ministérielles

Ici, c'est la façon de faire qui nous choque. Il est question des motifs derrière le projet de loi. Nous en sommes à l'étape de la deuxième lecture. Nous parlons du principe. Le gouvernement et le Sénat ont jugé que la question était hautement prioritaire pour le Canada, qu'il fallait agir vite pour faciliter les transactions financières d'une poignée de familles canadiennes très riches. Je doute que ce soit là une priorité absolue. Je ne crois pas que les Canadiens seraient prêts à dire que c'est une priorité absolue.

● (1340)

Je trouve très étonnant que mes vis-à-vis, y compris le secrétaire parlementaire du ministre des Finances, aient le courage de prendre la parole à la Chambre pour dire que, s'il le faut, nous y mettrons des heures pour aider une poignée de familles canadiennes riches à payer moins d'impôts. Il y a là quelque chose d'immoral.

Pas étonnant que les Canadiens soient cyniques envers leur gouvernement. C'est le gouvernement formé des gens qui, il n'y a pas si longtemps, promettaient aux Canadiens d'abolir la TPS s'ils les portaient au pouvoir. Cette promesse a été faite d'un bout à l'autre du Canada, dans toutes les circonscriptions, dans le sud de la Colombie-Britannique, dans le sud de l'Ontario, au Québec et partout ailleurs. Les candidats libéraux disaient de les élire, qu'ils aboliraient la TPS.

La vice-première ministre a déclaré que, si la TPS n'était pas abolie au cours de la première année du mandat, elle démissionnerait. Pour être juste, j'aimerais que nous puissions faire confiance à ces gens. Les Canadiens disent croire qu'ils disent la vérité. Lorsque mes amis de Toronto ont dit à leurs électeurs «élisez-moi et j'abolirai la TPS», les Torontois les ont crus.

Alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des Canadiens n'est pas une priorité. Comme mon vis-à-vis le dit et je le crois, «ça viendra un jour». J'ai l'impression qu'ils ne vont abolir que le nom TPS et garder la taxe. Ils vont peut-être faire un peu d'harmonisation afin de pouvoir taxer encore plus de choses. Prenons l'exemple de l'Alberta. Cette province aura maintenant la chance de taxer tous les biens et services, qui ne sont pas taxés actuellement.

La TPS n'est pas une priorité, mais le projet de loi S-9 en est une. Je me demande combien de mes amis libéraux d'en face savent exactement ce que contient ce projet de loi et combien de Canadiens en bénéficieront. Les gens qui ont des revenus de 600 000 \$ ou de 1 million de dollars provenant des États-Unis en bénéficieront. Combien de Canadiens cela représente-t-il?

M. Silye: Un pour cent.

M. Riis: Mon collègue de Calgary dit un pour cent. Je doute que ce soit un pour cent. Nous ne devrions pas accorder la priorité à une politique fiscale qui touche moins de un pour cent de la population canadienne.

Mon collègue de Calgary-Centre a soulevé un point valable. Il a dit que, la plupart du temps, lorsque nous essayons de changer la Loi de l'impôt sur le revenu, nous utilisons le processus

normal, c'est-à-dire que le Comité des finances et divers sous-comités examinent les exemptions fiscales pour voir si elles sont avantageuses pour le Canada. Mon collègue de Toronto sait cela puisqu'il s'intéresse à ces questions depuis de nombreuses années. Est-ce que cela donne du bon? Souvent, après avoir fait une analyse coûts-avantages, nous nous apercevons qu'il n'en est rien. De temps en temps, le gouvernement élimine des exemptions fiscales ou ce que certains d'entre nous appellent des échappatoires fiscales. Même le ministre des Finances utilise l'expression échappatoire fiscale de plus en plus souvent.

Nous nous demandons comment nous nous sommes endettés à ce point. Je sais qu'il ne semble pas y avoir de lien entre le projet de loi S-9 et le problème de la dette. Reconnaissons le fait que Statistique Canada nous a fait une grande faveur en 1991 en disant que 44 p. 100 de la dette fédérale accumulée provenait des exemptions fiscales, des échappatoires fiscales qui ont fait perdre au Canada des milliards et des milliards de dollars au cours des années.

Nous pouvons dire que certains de ces allègements fiscaux, de ces échappatoires fiscales ou de ces exemptions fiscales ont du bon; d'autres sont absolument inutiles, et certains sont discutables. Le Parlement et le gouvernement accordent-ils la priorité à un processus qui conduirait à l'élimination de certaines de ces exemptions fiscales, contribuant ainsi à réduire la dette accumulée et le déficit de notre pays? Est-ce à ce genre de processus que nous consacrons notre temps et nos énergies? Non. Nous consacrons notre temps et nos énergies au projet de loi S-9, dont seules quelques-unes des familles les plus riches du Canada bénéficieront. Nous enverrons cette mesure législative au Comité des finances pour qu'il l'étudie de façon approfondie afin d'en déterminer les avantages et les inconvénients.

Bref, reconnaissons ce que nous faisons ici aujourd'hui. Nous utilisons le précieux temps de la Chambre à un moment crucial de notre histoire économique, alors que 1,4 million de Canadiens sont sans emploi, que deux millions d'autres sont sous-employés et qu'un nombre encore beaucoup plus élevé de personnes occupent des emplois mal rémunérés et ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Pendant ce temps, le gouvernement estime que sa priorité est de s'occuper des problèmes d'impôt d'une poignée de familles bien nanties.

● (1345)

Que fait-on des problèmes fiscaux des autres Canadiens, et notamment de ceux que connaissent les petites entreprises? Le député de Calgary-Centre affirme que ces gens sont empêtrés dans leurs déclarations d'impôt et qu'ils doivent avoir recours aux services de comptables, de conseillers ou de fiscalistes pour s'y retrouver dans des situations fiscales des plus simples.

Compte tenu des problèmes importants auxquelles le Canada fait actuellement face, c'est à regret que nous participons au débat actuel, dont le sujet devrait figurer au bas de la liste de priorité. Le gouvernement soutient pourtant qu'il s'agit d'une priorité, et nous sommes donc contraints de nous en occuper.